

**NON AU RACISME
D'ÉTAT!**



NON À LA XÉNOPHOBIE. NON À L'ÉTAT.

L'État n'est ni démocratique, ni égalitaire, ni social et ce qui se passe actuellement en est une conséquence directe. Non, « liberté, égalité et fraternité » n'ont jamais été les valeurs de la république étatique. Le citoyennisme, qui est l'idéologie dominante à gauche, nie l'histoire du mouvement ouvrier et de ses combats.

Cela fait plus de 200 ans que la République n'accorde pas les mêmes droits à tous ses « citoyenNEs », et en particulier à ceux qu'elle nomme depuis 1978 les « gens du voyage » pour échapper à l'accusation de racisme. L'État, profondément arbitraire et injuste, dérive inévitablement vers l'arbitraire et l'injustice : pleins pouvoirs votés à Pétain en juillet 1940 par les trois-quarts des députés socialistes, massacres coloniaux, puis fichiers de l'immigration, politique ultra sécuritaire, « déchéance nationale », multiplications des centres de rétentions, reconduites massives aux frontières...

La « xénophobie d'État » est un pléonasme. La gauche qualifiée à tort de « socialiste » expulse comme la droite. Les frontières et les nations, qui n'ont aucune existence réelle autre que celle que les États instaurent et maintiennent par la force armée, sont des outils idéologiques contre les peuples. D'ailleurs leurs frontières n'existent pas lorsqu'il s'agit de trafic de marchandises, de déchets industriels ou de délocalisation.

Notre identité n'est pas nationale, mais internationale. Nous dénonçons la tactique du pouvoir, maintes fois éprouvée, de diviser pour mieux régner et de désigner des coupables (actuellement les RomEs) pour détourner l'attention des vrais problèmes : **le capitalisme et son processus de plus en plus visible de destruction sociale : l'oppression des peuples par une minorité détenant le pouvoir politique et financier. C'est le pouvoir qui engendre cette misère. C'est cette misère qui engendre le racisme.**

Les ennemiEs du peuple sont ses dirigeantEs qui organisent la précarité et la haine, et en récoltent les juteux profits. Alors que l'État déclare la guerre à des populations entières sous couvert d'insécurité, **les véritables voleurEUSEs sont à la tête des gouvernements et des entreprises du CAC 40.**

Alors soutenons les RomEs, les gens du voyage, les étrangerEs, les sans-papierEs, les prisonnierEs. Nous sommes touTEs des êtres humains, peu importe où nous sommes néEs ou notre façon de vivre : **c'est la solidarité et le bien commun qui nous font vivre, ce que le capitalisme est en train de détruire.**

PAS DE GUERRE ENTRE LES PEUPLES.

PAS DE PAIX ENTRE LES CLASSES.

« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».

Article 35 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793.



Ne soyons pas amnésiques

Comme le rappelle justement l'Organisation Communiste Libertaire (<http://oclibertaire.free.fr>) la date du 4 septembre choisie pour cette manifestation coïncide avec l'anniversaire de la fondation de la Troisième République en 1870. **Nous ne pouvons « fêter » cet événement historique, cette république ayant été fondée sur le sang des dizaines de milliers de CommunardEs.**

La commune de Paris avait établi une organisation auto-gestionnaire pour la ville, où « les membres de l'assemblée municipale, sans cesse contrôlés, surveillés, discutés par l'opinion, sont révocables, comptables et responsables » : la consécration du gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple : une démocratie directe reposant sur une citoyenneté active.

La Commune de Paris a été favorable aux étrangers « considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyen aux étrangers qui la servent... ». La Commune a permis le premier mouvement de masse d'émancipation des femmes. La Commune a défendu la liberté de la presse, l'amélioration des conditions de travail, le mariage libre, la gratuité des actes notariaux, l'interdiction des perquisition sans mandat, la création d'une inspection des prisons, la laïcisation et la gratuité de l'enseignement.

La Commune sera finalement réprimée par le gouvernement versaillais d'Adolphe Thiers, celui qui a lancé 130 000 soldats contre les ouvrierEs et les artisanEs parisiennEs, le premier président de cette Troisième République. (À Nancy, on a cru bon de lui dédier une place...)

CuIture Li bertaire N(A) ncéienne : quelques recettes d'émancipation

contact@culina.herbesfolles.com ★ www.culina.herbesfolles.org

Ne pas jeter sur la voie publique ★ Ne pas regarder TF1